



Black Legal Action Centre

MÉMOIRE DU BLACK LEGAL ACTION CENTRE

AU COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU) AU SUJET DU RACISME SYSTÉMIQUE DANS LES SERVICES DE POLICE AU CANADA.

24 juillet 2020

Le Black Legal Action Centre (BLAC) est une société sans but lucratif constituée sous le régime des lois de l'Ontario. Nous sommes une clinique juridique communautaire spécialisée qui a ouvert ses portes au public en mars 2019. Nous sommes financés par Aide juridique Ontario (AJO) et régis par un conseil d'administration communautaire bénévole indépendant. **Notre mandat est de lutter contre le racisme individuel et systémique envers les Noirs en Ontario.** Nous le remplissons en offrant des services juridiques gratuits aux Ontariens noirs à faible revenu ou sans revenu qui sont victimes de racisme en lien avec le logement, l'emploi, l'éducation, l'aide sociale, les droits de la personne, les services de police et les services correctionnels. Nous faisons la promotion systémique des droits au moyen de causes types, de la réforme du droit et du développement communautaire. Nous offrons également des conseils juridiques sommaires, des services de consultation et des services de vulgarisation juridique.

SECU a le mandat général d'examiner les lois, les politiques, les programmes et les plans de dépenses des ministères et organismes gouvernementaux qui ont compétence en matière de sécurité publique et nationale, de la police et de l'application de la loi, des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition des délinquants sous responsabilité fédérale, de la gestion des urgences, de la prévention du crime et de la protection des frontières canadiennes. BLAC est heureux d'avoir l'occasion de vous faire part de son point de vue sur le racisme systémique dans les services de police au Canada et vous demande d'examiner le présent mémoire dans le contexte de ce vaste mandat.

Dans le cadre de son travail, BLAC entend régulièrement les témoignages de membres de la communauté noire qui sont victimes d'horribles violences policières et de suprématie blanche – comme nous le voyons tous dans les médias. Le racisme envers les Noirs est réel et nous savons, de façon très concrète, comment il touche et bouleverse la communauté noire. Malgré cela, et malgré les innombrables rapports d'organismes nationaux et internationauxⁱ, le déni de l'existence du racisme envers les Noirs se poursuit – plus récemment, il provenait de la commissaire de la GRCⁱⁱ. L'existence du racisme systémique envers les Noirs dans la société canadienne ne devrait pas être remise en question. Si l'on veut assurer la sécurité et gagner la confiance du public, ce doit être le point de départ

Site Web : www.blacklegalactioncentre.ca

Courriel : info@blacklegalactioncentre.ca

Téléphone : 416-597-5831 • Numéro sans frais : 1-877-736-9406 • ATS 1-800-855-0511

Télécopieur : 416-925-3564 • Numéro sans frais : 1-844-302-2694

de toute véritable enquête sur le racisme systémique dans les services de police. Il existe des preuves sans équivoque du fait que les Noirs et les Autochtones sont touchés de façon disproportionnée par la violence policièreⁱⁱⁱ. La police de notre pays, la Police montée du Nord-Ouest, qui a précédé la Gendarmerie royale du Canada (GRC), a bel et bien été créée pour contrôler et intimider les Autochtones et, plus tard, les Noirs^{iv}.

Par conséquent, nous exhortons les membres du Comité, les services de police de tout le pays et les autres personnes en position de pouvoir à reconnaître sans équivoque les inégalités structurelles persistantes et les antécédents de racisme au pays. La triste vérité, c'est que le Canada a été bâti sur le racisme et la discrimination : le vol des terres des peuples autochtones et leur génocide; la négation du droit de vote des femmes; l'exploitation et l'esclavage des Noirs pour enrichir les Blancs; la maltraitance et le meurtre de Chinois pour construire les chemins de fer; l'internement de Canadiens d'origine japonaise; le refus d'accueillir les Juifs qui tentaient d'échapper au nazisme; la persécution des membres de la communauté LGBTQ2S+. Ce ne sont là que quelques exemples révélateurs de l'histoire du Canada en matière de violence, de racisme et d'exclusion.

Dans le cadre de l'appel mondial visant à mettre fin à la violence policière perpétrée contre les Noirs et dans la poursuite de notre mandat – lutter contre le racisme envers les Noirs – BLAC a formulé les demandes suivantes, et nous les répétons devant ce Comité :

- Élaboration d'une politique obligatoire à l'échelle nationale sur la collecte de données ventilées par race, couleur, origine ethnique, origine nationale et autres identités afin de déterminer où existent des disparités raciales pour les Afro-Canadiens et d'y remédier en conséquence.
- Démilitarisation de la police. L'utilisation et le déploiement d'unités de police spécialisées, ainsi que leur relation opérationnelle directe avec l'armée canadienne pendant les manifestations, brutalisent de façon disproportionnée les personnes racialisées, criminalisent la dissidence et minent la démocratie. Les données recueillies aux États-Unis révèlent qu'il y a une corrélation directe entre la militarisation de la police et l'augmentation du nombre de morts parmi les civils^v.
- Refonte de la surveillance policière. En Ontario, nous avons demandé la mise en œuvre immédiate du *Rapport de l'examen indépendant des organismes de surveillance de la police (2017)* et l'abrogation de la *Loi de 2019 sur la refonte complète des services de police de l'Ontario*. Les organismes de surveillance civils indépendants doivent rendre des comptes à toutes les collectivités qu'ils desservent.
- Engagement clair et public à l'égard de l'objectif de zéro décès aux mains des services de police à l'échelle du pays.
- Réaffectation immédiate des ressources allouées aux budgets de la police vers la santé publique, le logement, le transport en commun, les services à l'enfance, les ressources en santé mentale, les écoles, l'emploi, les centres communautaires et d'autres budgets des services sociaux.
- Transparence complète relativement aux budgets des services de police à l'échelle du pays.
- Réaffectation des ressources, du financement et des responsabilités de la police vers des modèles de sécurité, de soutien et de prévention communautaires pour faire en sorte que ceux qui sont les mieux équipés pour répondre à la majorité des demandes d'aide ne se présentent pas chez les gens et dans les quartiers avec des uniformes, des armes à feu et des Tasers.

- Imaginez si les professionnels qui répondent aux crises dans nos collectivités étaient des fournisseurs de services en santé mentale, des défenseurs contre la violence fondée sur le sexe et des travailleurs sociaux. Quel aurait été le résultat si un fournisseur de services en santé mentale formé en désescalade avait répondu à l'appel de la mère de Regis Korchiniski-Paquet, plutôt que six policiers avec des insignes et des fusils?
- Imaginez si les prisons et les établissements correctionnels n'étaient pas utilisés pour enfermer les gens aux prises avec des problèmes de santé mentale, de toxicomanie et de pauvreté.
- Imaginez si, au lieu de sabrer le financement de la santé publique, les gouvernements finançaient adéquatement les services de réduction des méfaits et les secteurs de l'accès à la justice, du logement, de la sécurité alimentaire et du système d'éducation.

Bien que le Comité se penche particulièrement sur les services de police, je signale que le dernier point est lié à son mandat d'examiner les services et établissements correctionnels :

- Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de services correctionnels pour s'attaquer au taux disproportionnellement élevé d'Afro-Canadiens dans le système correctionnel et pour assurer des services antidiscriminatoires et adaptés à la culture des délinquants afro-canadiens.

La nécessité d'un changement systémique plus vaste est cruciale. Elle est urgente. Nous sommes à une nouvelle étape de l'histoire qui exige que nous nous écartions des vieilles façons de penser et que nous bâtissons un système qui est plus inclusif et sans oppression pour tous. Les Canadiens noirs, les Autochtones et les autres communautés racialisées ne peuvent plus endurer l'injustice d'une structure et d'une culture policières enracinées dans une histoire de violence et de racisme.

Je vous remercie de nous avoir donné l'occasion de nous adresser à vous aujourd'hui.

ⁱ Conseil des droits de l'homme, *Rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine sur sa mission au Canada*, Trente-sixième session, 11-29 septembre 2017, A/HRC/36/60/Add.1, paragraphe 55. Extrait de : <https://undocs.org/fr/A/HRC/36/60/Add.1>. Voir aussi, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, *Observations finales concernant le rapport du Canada valant vingt et unième à vingt-troisième rapports périodiques*, 13 septembre 2017, CERD/C/CAN/CO/21-23.

ⁱⁱ Morin, B., *As The RCMP Deny Systemic Racism, Here's The Real History*. thestar.com, 2020. Accessible en ligne à : <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2020/06/11/rcmp-deputy-commissioners-words-on-racism-fly-in-face-of-150-years-of-history-and-pain-for-indigenous-peoples.html> [Consulté le 24 juillet 2020].

ⁱⁱⁱ Commission ontarienne des droits de la personne, *Un impact collectif : Rapport provisoire relatif à l'enquête sur le profilage racial et la discrimination envers les personnes noires au sein du service de police de Toronto*, 2020, <http://www.ohrc.on.ca/fr/enqu%C3%AAte-d%E2%80%99int%C3%A9r%C3%AAt-public-sur-le-profilage-racial-et-la-discrimination-raciale-au-sein-du-service-de/un-impact-collectif-rapport-provisoire-relatif-%C3%A0-lenqu%C3%AAte-sur-le-profilage>. Consulté en novembre 2018. Voir aussi Singh, Inayat, « Deadly Force. » *CBC News*, CBC/Radio-Canada, 23 juillet 2020, Singh, Inayat. « Deadly Force. » *CBC News*, CBC/Radio Canada, 2020, [newsinteractives.cbc.ca/fatalpoliceencounters/](https://www.cbc.ca/news/indigenous/fatal-police-encounters).

^{iv} Note 2 précitée.

^v De Darkar, Hijal. « *Militarizing Police Does Not Serve Or Protect Canadian Citizens* » Huffingtonpost.ca, 22 janvier 2017, https://www.huffingtonpost.ca/hijal-de-sarkar/militarizing-police-canada_b_9052280.html. La recherche montre que lorsque des unités militarisées sont formées, elles ont tendance à croître, à être déployées plus souvent et à contaminer davantage la culture policière. Non seulement cela a-t-il entraîné, dans une époque d'austérité, une augmentation massive des budgets des services de police locaux, mais cela a aussi miné la fonction fondamentale des services de police, qui est de servir et de protéger la collectivité. Voir aussi Nolan, Tom. « How Militarizing Police Sets Up Protesters As The Enemy ». *Yes! Magazine*, 2020, <https://www.yesmagazine.org/social-justice/2020/06/05/protests-police-militarization/>.

Consulté le 3 juin 2020. Bien qu'il soit Américain, l'auteur a cité une étude qui a révélé ce que l'article faisait remarquer : Lorsqu'un comté passe de l'absence d'équipement militaire à un équipement militaire d'une valeur de 2 539 767 \$ (le montant le plus important qui a été accordé à une agence selon nos données), plus de deux fois plus de civils risquent de mourir dans ce comté l'année suivante.